

# Domaine Public DP

J.A. 1000 Lausanne 1 24 août 1989  
Hebdomadaire romand Vingt-sixième année

## *Le Touring et la pollution: on a déjà donné!*

L'été a vu s'affronter le Touring club suisse et l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEP). On sait que le premier reproche au second de s'appuyer sur des chiffres non fiables pour proposer des mesures destinées à abaisser les émissions polluantes du trafic routier privé. Selon le TCS, en tenant compte des données corrigées, nous retrouverons en 1995, éventuellement un peu plus tard, la qualité de l'air que nous connaissions en 1960. Conclusion: «Aucune mesure restrictive supplémentaire ne doit être prise à l'égard du trafic privé».

Le raisonnement du grand club automobile fait penser à un malade qui arrêterait de se soigner parce qu'un thermomètre indique 40 degrés et que le mercure d'un autre n'arrive qu'à 39... Et même si certains reproches adressés à l'OFEP sont fondés, aucun ne saurait justifier un relâchement dans la lutte contre la pollution. Les objectifs du Conseil fédéral forment en effet un tout indivisible: chaque secteur — trafic, industrie, ménages, artisanat, etc — est appelé à réduire ses émissions polluantes autant qu'il est raisonnablement possible de l'exiger, de telle manière que, globalement, nous puissions respirer d'ici à 1995 le même air qu'en 1960. Il est donc tout à fait normal que certains types d'activités ayant un fort potentiel d'économies doivent réduire leurs émissions en deça de ce qu'elles étaient il y a une trentaine d'années, alors que d'autres pour des raisons techniques, n'y parviendront pas, ou pas à la date souhaitée. Adopter une autre politique reviendrait d'ailleurs à défavoriser ceux qui avaient déjà investi dans des mesures écologiques avant 1960.

La réaction du TCS est en fait symptomatique de l'attitude d'un grand

nombre de citoyens: préoccupés, certes, par la dégradation de la qualité de notre milieu vital — tous les sondages le montrent — mais hostiles à tout changement qui les toucherait directement. C'est donc oui au catalyseur, mais non à une politique active de transfert de la voiture privée vers les transports publics pour les trajets qui s'y prêtent. L'ampleur des atteintes à la sécurité et au bien-être du plus grand nombre implique pourtant que l'on remette parfois en cause son confort personnel et que chacun participe à la recherche de solutions de remplacement acceptables.

Le Conseil fédéral a fait un pas dans ce sens en décidant le maintien des vitesses actuelles: 80 km/h sur les routes et 120 km/h sur les autoroutes. Les quelques minutes gagnées par trajet ne sauraient justifier que l'on revienne aux vitesses d'avant 1985: ce serait une régression aussi bien dans le domaine de la sécurité que dans celui de la lutte contre les nuisances. Il aurait certes été possible de transiger pour couper l'herbe sous les pieds de l'initiative «Pro vitesse 100/130». Mais une telle solution n'aurait constitué qu'un compromis à courte vue, propre à faire l'économie d'une campagne d'explication d'ici la votation de novembre. Or c'est bien d'une information soutenue dont ont besoin les citoyens.

Le Conseil fédéral porte une certaine responsabilité dans l'exacerbation du conflit autour de ces limitations. En renvoyant plusieurs fois sa décision, il a contribué à faire monter la tension; et en ne se préoccupant guère du laxisme de certains cantons dans le contrôle de ces mesures, il a tacitement minimisé la nécessité de modérer la vitesse sur les routes.

# «L'obligation de dénoncer»

(ag) Dans son rapport sur l'affaire Kopp, l'ancien juge fédéral Haefliger a semé un sérieux trouble dans les corporations publiques en introduisant, de manière catégorique, un devoir qu'ignoraient jusqu'ici les fonctionnaires: l'obligation de dénoncer tout manquement d'un supérieur. Il écrivait parlant de quatre fonctionnaires: «On ne peut pas retenir contre eux, à mon avis, une violation de l'obligation de dénoncer.»

De surcroît, il se référait à un avis de droit du professeur Kurt Eichenberger de l'Université de Bâle, beaucoup plus nuancé il est vrai.

## Les réactions

Interrogé à titre privé, le juge Haefliger nuancait la formule, qui ne figure dans aucun statut. D'où deux interventions parlementaires: celle de la radicale zurichoise Nabholz, qui interpellait sur ce «soi-disant devoir» en demandant sur quelle base juridique il reposait; et celle de la socialiste vaudoise Jeanprêtre, demandant par voie d'initiative que soit créé, en dehors de la voie hiérarchique, une instance de plainte.

## La position du Conseil fédéral

Elle est à la fois précise sur certains points, floue ou embarrassée sur d'autres.

Il désavoue clairement M. Haefliger. L'obligation de dénoncer ne repose sur aucun texte de loi. En revanche dans ses obligations de service et de loyauté, le fonctionnaire est responsable envers l'Etat d'abord, secondairement envers son supérieur direct. D'où le devoir de faire corriger les déficiences, en informant, à l'intérieur de l'administration, le responsable compétent, et en remontant, si nécessaire, jusqu'au chef du département.

A ce stade, les choses sont en effet simples. Elle se compliquent lorsque le chef de département couvre une déficience ou lorsqu'il en est lui-même l'auteur.

Le Conseil fédéral adopte devant la difficulté une démarche zigzagante.

1. Le fonctionnaire pourrait alors, dit-il, s'adresser aux organes de surveillance, par exemple à la commission de gestion, voire à l'opinion publique.

«La doctrine et la jurisprudence n'ex-

cluent pas le recours à l'opinion publique comme moyen ultime en situation de nécessité encore que l'on ne connaisse aucun cas où cette voie ait été reconnue admissible.» !

2. Si, sans nécessité, il ne passe pas par son supérieur, il viole le secret de fonction par exemple en informant les commissions de gestion (sic) ou, bien sûr, s'il porte la chose devant l'opinion publique.

3. Si la défaillance est au plus haut niveau, les collaborateurs du chef du département «ont toujours la possibilité d'aborder le président de la Confédération ou un autre membre du Conseil fédéral pour lui demander aide et conseil».

Même s'il est difficile en ce domaine de

codifier des comportements, la réponse du Conseil fédéral à l'interpellation Nabholz ne saurait être reçue par le Parlement, sans débat, comme satisfaisante.

Les situations irrégulières (caisses noires bernoises, affaire Kopp) n'auraient pas été assainies sur une telle base. Imaginons comment M. Hafner aurait été reçu par le président du Conseil d'Etat bernois!

Les limites imposées aux investigations de la Commission de gestion sont de surcroît très paralysantes.

## A suivre

La conseillère Jeanprêtre a proposé que soit créée une «instance de plainte», fonction qui pourrait être assumée par exemple par un ancien magistrat dont l'autorité et l'expérience seraient incontestables. Il pourrait apprécier la gravité des plaintes, conseiller sur les démarches à entreprendre, saisir lui-même si nécessaire l'autorité compétente, protéger le fonctionnaire qui s'est exposé.

Il serait bon que le Parlement en discute de manière approfondie, s'il veut trouver une voie qui soit ni l'étouffement, ni la fuite organisée à la presse. Et aussi s'il veut faire respecter ses propres compétences. ■

## COURRIER

# A propos de l'attrait du privé

Le débat entre Jacques Longchamp et Jean-Luc Seylaz (DP 957 et 958) sur l'attrait du privé au niveau de l'enseignement secondaire supérieur vaudois m'a fort intéressé. Dans un premier temps, je me suis volontiers rallié à la conclusion de Jacques Longchamp selon laquelle la nouvelle école secondaire supérieure vaudoise devrait donner une tout autre image d'elle-même.

Jean-Luc Seylaz de son côté se demande combien de personnes qui suivent la filière privée le font après un échec à l'école officielle et si ce pourcentage est plus élevé dans le canton de Vaud qu'ailleurs. Si c'était réellement le cas, cela pourrait signifier que l'école vaudoise dans son ensemble est moins bonne que celles des autres cantons.

Jean-Luc Seylaz fait par ailleurs l'hypo-

thèse que la filière privée serait une solution de facilité pour ceux qui ne souhaitent ou ne peuvent pas devenir des têtes bien faites. Alors là, sans pouvoir me baser sur des études ou des statistiques sérieuses, je dirai que ce n'est pas le sens des observations que j'ai pu faire sur les deux sortes d'universitaires issus du privé ou du public. Les premiers me semblent souvent beaucoup plus ouverts et curieux que les seconds qui ont «ronronné» dans la filière publique pour se retrouver aux examens devant des experts connus. Je serais plutôt de l'avis que la solution de facilité, c'est bien la filière publique, en tous cas pour les plus scolaires (on peut également penser ici aux problèmes financiers que cela comporte).

Et pour reprendre la formule de Jean-Luc Seylaz, si mon analyse est exacte, cela montre que l'image, que l'école vaudoise elle-même devrait être meilleure, mais pour y arriver il faut remonter bien avant le secondaire supérieur.

Blaise Buhler

## Les deux tendances de l'Eglise réformée

(cjp) Deux tendances toujours plus marquées se manifestent dans l'Eglise évangélique réformée du canton de Berne. L'une, que nous nommerons progressiste, veut que l'Eglise participe de manière active à la vie de tous les jours, alors que l'autre, conservatrice, voudrait que l'Eglise se contente de proclamer le message de l'Evangile et de pratiquer l'amour du prochain. Cette évolution provoque des réactions sur le plan politique. C'est ainsi que l'UDC, le principal parti du canton, de tendance conservatrice, a décidé d'intervenir directement contre ce qu'il dénonce comme une politisation de l'Eglise, peut-être parce qu'elle est contraire à ses options idéologiques. L'existence de tendances théologiques plus ou moins profilées n'est pourtant pas nouvelle dans l'Eglise réformée bernoise.

Dans un article de *La Vie Protestante*

(23.6), le pasteur René Vuilleumier, de l'Eglise française de la ville de Berne, donnait des indications sur l'activité du Synode de l'Union synodale Berne-Jura, dont il a fait partie pendant vingt ans. Ce «parlement» est composé de 200 membres, répartis en 6 groupes (appelés fractions). Les plus anciens sont le groupe libéral et le groupe positif. Le premier «a été une réaction rationalisante après le durcissement des dogmes de la réforme», alors que le second représente une réaction piétiste.

Ultérieurement, une association du centre a cherché à rétablir la paix et rassemble des libéraux et des positifs. La théologie de Karl Barth a fait naître un groupement des indépendants. Une scission vient de s'y produire et un nouveau groupe «Synode ouvert» s'est constitué. Enfin, il existe un sixième groupe sans référence théologique et à caractère ré-

gional, celui des seize délégués jurasiens.

On saura, dans les mois à venir, si la volonté de l'UDC d'influencer la marche de l'Eglise aura des effets. Il est d'ores et déjà certain qu'une discussion sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'est pas pour aujourd'hui. ■

GENÈVE, RUE DES GARES

## Un vendredi soir en juillet

Installé avec son lutrin sur le conteneur à verre perdu, torse nu, bronzé dans la lumière du soir, il jouait du saxo-basse merveilleusement.

La rue était devenue une cage à oiseaux ouverte, dont les notes s'envolaient le long des immeubles de l'Îlot 13, par dessus les toits d'en face; elles planaient sur l'esplanade de la poste de Montbrillant; à l'autre bout, elles entraient dans la gare, couraient le long des wagons des trains illuminés.

Un couple valsait sur le trottoir. A la fenêtre du premier d'un porche sur lequel était peint le mot «renovable», une femme écoutait, accoudée.

Un soir d'été, l'allégresse.

Erika

BRADAGE

## Le 6, place de la Cathédrale

(ag) L'Etat de Vaud possède depuis plus d'un siècle un bâtiment qui est familier aux Lausannois: au sud de la cathédrale, face au porche des apôtres, il regroupe en un seul corps plusieurs bâtiments préexistants; cet aménagement de bâtiments médiévaux eut lieu à la fin du XVI<sup>e</sup>. Une tour qui porte l'escalier donne à l'ensemble son originalité, même si des percements de fenêtres ont passablement abîmé le rythme des façades; le tout est une pièce essentielle de l'«enserrement» de la cathédrale.

La préfecture quittant les lieux, l'Etat veut faire coïncider les réfections indispensables de l'ossature du bâtiment avec les transformations requises par une nouvelle affectation.

Il y prévoit du logement. Et il se propose de vendre, à cet effet, l'immeuble.

Cette vente, à moins que l'acheteur soit une institution étroitement liée à l'Etat comme l'ECA (Etablissement cantonal

d'assurance incendie) ou la Caisse de pension, est indéfendable.

D'abord, il s'agit d'un immeuble grevé des servitudes de monument historique, vu son intérêt archéologique et son emplacement.

Sa valeur marchande est difficile à apprécier. La commission immobilière l'estime à 1,5 million, ce qui est extrêmement bas à l'aune des prix lausannois.

Aucune des conditions d'une vente selon les lois du marché ne sont donc réunies. Et pourquoi l'Etat se dessaisirait-il de cet immeuble pour une bouchée de pain?

Même coûteux, son entretien fait partie des charges qu'exige la conservation du patrimoine. Il n'est d'ailleurs pas évident que le logement, qui, à cet endroit du périmètre de la Cité, animera peu le quartier, soit préférable à une affectation publique. ■

## ÉCHOS DES MÉDIAS

Au lendemain de son centenaire, le quotidien «AZ», du Parti socialiste autrichien, a été vendu à une entreprise de communication autrichienne et au Britannique Maxwell. Depuis des années le journal était déficitaire.

Le dernier numéro de «RTSR interne», publication d'entreprise de la Radio-Télévision-Suisse-Romande, est paru. Un nouveau journal d'entreprise paraîtra en septembre. Sera-t-il toujours imprimé sur papier rose?

Onze mois de parution, 4000 nouveaux acheteurs, dix millions de frais: *Blick Basel* cesse de paraître. C'est la deuxième tentative de régionalisation du *Blick* qui échoue. La première avait eu lieu à Zurich.

# Zhejiang – Manif ou révolte ?

Nous publions aujourd'hui le troisième épisode du récit de voyage de Marx Lévy en Chine, à la fois carnet de route pittoresque et regard sur les événements qu'a connus ce pays au printemps.

## 14 mai – Le «Puits du dragon» et rencontre des contestataires

Je consacre la journée à une incursion dans une des plus prestigieuses plantations de thé vert de Chine. Elle bénéficie de l'appellation «Thé du Puits du dragon», à une vingtaine de kilomètres du centre de Hangzhou. J'étais venu en hâte, une heure en taxi il y a dix ans, pour déguster quelques tasses dans un merveilleux village, j'espérais bien y revenir un jour. Cette fois, en louant une bicyclette, je flânerai le long des parquets et dans les villages. Il y a parenté entre le monde du thé et celui du vin. Il en résulte quelques ressemblances entre vigneron et planteurs de thé. Les meilleurs crus de thé poussent sur des terrains en pente; après les gros orages on remonte le limon. Une bonne récolte en qualité et en quantité est conditionnée par une alternance propice de pluie et de soleil. Le thé lui aussi résulte d'une fermentation délicate à maîtriser, mais le processus se déroule en une nuit seulement. Suivant les régions, on ramasse le thé trois à sept fois par an. On choisit les feuilles que l'on cueille de manière à laisser croître harmonieusement la plante et que de jeunes feuilles soient apparues lors de la cueillette suivante. On considère que seules les femmes ont le coup d'œil et le doigté requis pour ce travail (dans d'autres pays on a introduit la cueillette mécanique).

Pour revoir mon village, je dois franchir un petit col. Près du sommet niche un ancien temple-auberge qui n'a pas trop souffert des gardes rouges. Dans son jardin de rocaille se trouve le puits éponyme, «Puits du dragon». Il est réputé être le deuxième puits de Chine. Depuis la dynastie Ming (XVI<sup>e</sup> siècle), on a répertorié et classifié les dix meilleurs puits de la Chine du sud pour leur aptitude à infuser le thé (le premier est à Wuxi, à 200 kilomètres d'ici, mais son

eau est devenue imbuvable depuis quelques décennies, polluée par l'intensification de l'industrie de la teinture de la soie).

J'achète quelques pincées de thé au comptoir, ensuite les serveuses apportent la vaisselle et passent régulièrement pour dispenser l'eau bouillant à point. J'ai de la chance, on peut encore se procurer du thé de la première cueillette de l'année, celle d'avril, le plus délicat mais qui ne se conserve pas longtemps. Dans les provinces productrices de thé, en gros au sud du Yangtsé, on s'attable de longues heures autour des bouilloires en conversant euphoriquement comme cela se fait autour d'une série de demis.

## L'habitat vernaculaire rural

Bien lancé au thé, j'enfourche ma bécanne pour une descente raboteuse et en lacets. J'avais omis d'inspecter correctement mon véhicule chez le loueur et les freins se révèlent quasi inopérants. J'arrive miraculeusement au bas de la côte et patatras — non je ne tombe pas, mais bien pire: je constate qu'on a changé mon village. Il est toujours au centre d'un immense hémicycle vert-bleu de théiers. Mais les belles demeures aux murs-pignons de pierres sèches, aux façades en encorbellement de bois bruni sous de grands toits côtelés de tuiles creuses ont presque toutes disparu, remplacées par de minables «Sam-Suffit» post-modernes en ciment.

Je ne prévoyais pas cela ici. Mais c'est le même phénomène qui ravage d'autres campagnes chinoises que j'ai parcourues. Les paysans, premiers bénéficiaires de la libéralisation économique avec l'abolition des communes populaires, sont devenus relativement aisés et, légitimement, ils ont procédé à l'amélioration de leur habitat en se construisant de nouvelles maisons avec un étage, eau courante sur l'évier et WC. Tantôt la

nouvelle maison est à côté de l'ancienne qui reste dévolue aux activités rurales. Tantôt ils ont construit de nouveaux villages à côté de l'ancien. Mais des hectares et des hectares de belle architecture vernaculaire ont disparu et continuent à disparaître. C'est une rançon inévitable à la marche du temps. Tous les nouveaux villages ne sont d'ailleurs pas absolument laids.

Dépit par le nouvel aspect des lieux, je vais noyer mon chagrin dans le thé en entamant une tournée des «rez-de-chaussée». Pour cela, je n'ai qu'à donner suite aux signes d'invitation que me font des producteurs en train de torréfier des feuilles pour stopper la fermentation. Il y a dix ans encore, la torréfaction se faisait dans la grande factorerie de la commune populaire. Cette factorerie continue de fonctionner en coopérative des producteurs. C'est là que se traitent les qualités courantes. Mais chacun garde ses «têtes de cuvée» pour les soigner et les écouler lui-même dans ses locaux équipés du matériel moderne nécessaire: chaudière électrique, clayonnage, ventilateur, etc.

## La première manif

En fin d'après-midi, je retourne en ville souler de thé, escomptant me rendre le soir avec Li Mang dans la cité universitaire aux assemblées des contestataires (Hangzhou compte dix mille étudiants). Mais je bute sur eux dans les rues du centre. Ils ont décidé, ce matin, pour intensifier leur action, de sillonner le cœur de la ville en plusieurs cortèges. C'est très insolite, il y a belle lurette que cela ne se voyait plus et on a gardé un mauvais souvenir de l'époque où cela se faisait. A tel point que même les défilés des 1<sup>er</sup> Mai et 1<sup>er</sup> Octobre (jour anniversaire de la République populaire de Chine) ne passent pas par les rues du centre mais quelque peu en dehors sur une place de fête devant des estrades de notables et de béni-oui-oui, avec peu de fastes pour se démarquer des convulsions nurembergo-maoïstes d'antan. Maintenant, devant le déferlement d'étudiants, les passants n'en croient pas leurs yeux, ils s'arrêtent bouche bée. D'autres, plus choqués peut-être, font semblant de ne pas voir et continuent ostensiblement leur chemin en bousculant ceux qui osent stationner pour regarder cette chose obscène et dange-reuse.

Les policiers municipaux, en veste blanche, non seulement ne bronchent pas mais dévient ou stoppent la circulation pour réserver la voie centrale à la manif. Les gendarmes, en uniforme vert foncé, qui dépendent du gouverneur de la province, observent passivement en suivant en queue de colonne, talkie-walkie à la main. Certains sourient même, ils ont l'air de trouver tout cela très farce.

Les cortèges sont surmontés par des nuées de banderoles; on n'y lit pas de slogan mais la désignation de la haute école ou de la faculté de leurs porteurs: école de médecine, stomatologie, langues étrangères, beaux-arts, école normale, agronomie, sciences économiques. Il y a même l'école de médecine traditionnelle chinoise. Les slogans sont diffusés tous les cinquante mètres par des porteurs de mégaphones et repris en cœur: «Plus de démocratie», «Liberté dans le choix des études», «Liberté de presse», «Rétribution plus équitable du travail intellectuel».

On chante l'hymne national et quelques autres chants patriotiques. Lorsque deux cortèges se croisent, on se salue, main levée, doigts formant le V. De petits groupes accompagnent la progression de chaque cortège en distribuant des tracts sur les trottoirs. Les gens se les disputent, mais il y en a aussi qui les déchirent. Moi, occidental, lorsqu'on m'aperçoit, on me les apporte. D'autres collent ces tracts sur les troncs des platanes d'alignement.

Les petits tracts proviennent de Hangzhou, d'autres de plus grand format portent la mention «cyclostillé à Tien An Men». Comment sont-ils parvenus à Hangzhou? J'en ai rapporté un, signé par une des vedettes de la place, l'Ouïgours Wuer Kai Shi.

### **La soirée avec trois contestataires**

A 19 heures, je retrouve Li Mang dans le hall de mon hôtel: un copain et une copine accompagnent son fils. J'aimerais les convier au repas de l'hôtel et ensuite aller avec eux dans la cité universitaire. Ils préfèrent que je les amène dans une gargote discrète, les plats y sont meilleurs et meilleur marché. Ils ne souhaitent pas que nous allions dans les dortoirs de l'université où, me disent-ils, leurs camarades viennent de rentrer pour se reposer des marches et cris de la journée. Eux-mêmes en revanche sont

aussi avides que moi de discussion, ils veulent questionner l'étranger tout autant qu'il les questionnera. L'ambiance du repas est des plus cordiales, je les trouve diablement sympathiques. Comme ceux que j'ai vus défiler, ils soignent leur look en se nippant façon Hong Kong. Les vêtements que l'on vend dans la colonie proviennent le plus souvent de Chine populaire mais ne sont pas faciles à trouver en Chine même. Le grand chic, c'est des lunettes de soleil griffées européennes (évidemment de contrefaçon).

Ils sont persuadés que leur mouvement fera avancer la Chine, mais ils sont incapables de dire comment et en quoi. Li Mang réagit un peu comme moi, malgré toute l'envie que nous avons d'être en harmonie avec eux, nous ne pouvons pas nous défendre d'exprimer nos craintes d'un dérapage. Lui a souffert dans son âme et sa chair lors des années noires: il sait que la société peut être une chose effroyablement dangereuse lorsque tout se déconstruit et que le bon sens file comme la maille d'un bas. Moi, je me souviens de mes sentiments mélangés lorsque, en mai 1968 en France, je côtoyais les manifs à leur apogée. Mais ici mon trouble est encore plus profond parce que ces contestataires sont plus doux et politiquement beaucoup plus naïfs, angéliques même, que ceux d'alors. Et les contestés, s'ils veulent taper dans le tas, auraient certainement les coudées beaucoup plus franches que ne les avaient les CRS. Depuis que je suis en Chine, le passage du psychodrame au drame me paraît chaque jour plus menaçant. Certes, l'homme de la rue, le Chinois citadin (pas le rural, catégorie qui constitue 85% de la population) est sans illusion face à ses gouvernants. Les inégalités sociales sont grandes et les injustices taraudent le citoyen. La bourgeoisie renaissante — les petits entrepreneurs — bien que consciente de ses avantages, n'en sait aucun gré au pouvoir, auquel elle prête encore plus de tares qu'il n'en a réellement. Néanmoins, on ne voit pas comment ces catégories pourraient venir réellement appuyer les étudiants et les intellectuels qui sont derrière eux. Peut-être pourraient-elles peser plutôt en faveur d'une aile du pouvoir plutôt que d'une autre, si une situation se présentait où ce genre de choix pouvait être opéré hors des salles calfeutrées de Zhongnanhai. Mais les étudiants veulent apparemment la

confrontation plutôt que la négociation. Car comment interpréter autrement cette exigence aussi impérieuse que soudaine: que le gouvernement vienne discuter avec nous sur Tien An Men in corpore, devant tout le monde et des sujets qu'il nous plaira de soulever. Et tant que le gouvernement n'apparaîtra pas, des centaines d'étudiants, signalés par un bandeau sur le front, feront la grève de la faim, massés contre les bas-reliefs du monument aux héros du peuple édifié par Mao en 1959.

C'est là une revendication impossible à satisfaire pour tout gouvernement, même sous un ciel moins impérial que celui de Pékin. L'issue positive c'est quelque part entre Zhongnanhai et Tien An Men qu'elle pourrait être dégagée. On l'a peut-être oublié aujourd'hui, au mois d'août, mais deux rencontres ont eu lieu. Je ne parle pas de la venue aux franges de la place de Zhao Ziyang et de Li Peng alors que des chars d'assaut avaient déjà franchi le rubicon dans la lointaine banlieue de Pékin, mais des rencontres entre délégations paraguayennes et estudiantines. La première avait tourné court, le 1<sup>er</sup> mai du fait de la non représentativité des participants estudiantins. Lors de la deuxième, l'esquisse des démarches pour la présentation d'un cahier de doléances avait été dressée. Mais à leur retour, les délégués estudiantins furent désavoués par leurs pairs, non pas en public, mais sous les tentes de Tien An Men.

### **Gorbatchev arrive**

Demain matin, Gorbatchev va débarquer et doit être reçu dans le bâtiment de l'Assemblée nationale populaire qui longe Tien An Men. Que va-t-il se passer? Mes commensaux répondent: nous continuons de plus belle. Ils entonnent la même justification que j'ai retrouvée en rentrant dans les journaux de Hong Kong et d'Europe: comment rater une occasion pareille? Tous ces journalistes concentrés à Pékin, c'est l'occasion rêvée de faire parler de nous dans le monde. Le fait qu'ils valorisent Gorbatchev et dévalorisent Deng et Zhiao ne semble pas les troubler. Ils savent que les Russes ont employé des gaz mortels contre des manifestants géorgiens, mais cela ne compte pas. Lorsque j'invoque que faire perdre la face à un Chinois ne reste jamais impuni, et que si ce Chinois

est l'empereur, il n'est pas certain que le peuple ou l'armée ne ressentent pas cet affront comme lui étant infligé en propre, je décèle enfin une hésitation. Plus même, ils m'avouent qu'ils n'ont pas été unanimes sur ce sujet. Nombreux sont ceux qui pensent que durant le passage de Gorbatchev les manifs devraient cesser ou s'atténuer pour reprendre après. Ce point a été débattu par les leaders sous les tentes à Pékin et la continuation a été votée à la majorité; les leaders opposants sont en disgrâce. A Hangzhou, après hésitation, on a décidé qu'on ne pouvait pas ne pas suivre Pékin.

### Le mandarinat

Leur entêtement serein revient lorsque je leur fais remarquer que l'absence de revendications concrètes pouvant être prises en compte par de plus larges couches de la population est un handicap. Ils me répondent qu'ils sont des intellectuels, donc qu'ils savent et que la population doit croire et avoir confiance en eux. C'est là une réponse des plus ancrées dans la tradition mandarinale chinoise.

Or ce qui indispose le plus les étudiants et tous les intellectuels face au régime, c'est qu'il ne leur accorde plus le mandarinat tout en les condamnant à une vie professionnelle terne en regard de celle de leur alter ego du monde libre. Et en plus ils sont médiocrement rémunérés comparé aux autres catégories professionnelles de Chine. Avant la réforme, ils bénéficiaient encore d'honneurs et d'égards qui maintenant, de par le jeu de la compétition économique, s'estompent. Par exemple, en train, ils pouvaient voyager en wagons à banquettes molles avec les cadres et les étrangers alors que le reste de la population devait rester confinée dans les wagons à banquettes dures, débordant de voyageurs. Maintenant, quiconque est prêt à en payer le prix peut voyager en classe supérieure, pour autant qu'il soit décentement vêtu.

Pour retrouver un rang de mandarin, il faut qu'il adhère au parti et encore là doit-il donner des gages particuliers de modestie et de docilité. Le parti de Mao était très anti-intellectuel et le PC d'aujourd'hui ne l'est guère moins.

### La soif du sacrifice final

Dans cette situation qu'ils ressentent

comme profondément injuste et mauvaise pour le pays, les étudiants cherchent consciemment ou non le martyr. Ou en tout cas ils s'identifient au martyr annoncé de ceux qui font la grève de la faim à Pékin, leur mort pourrait bien créer un choc rédempteur. Ce comportement n'est pas nouveau en Chine. Il y a une dizaine de grands monuments disséminés dans les principales provinces qui commémorent des actions héroïques de groupes d'intellectuels qui, entre 1890 et la libération, ont cherché par des actions violentes ou pacifiques plus ou moins bien menées à changer la Chine. Ces actions se sont toutes soldées par des morts collectives. Ainsi le mausolée du soulèvement de 1911 à Canton qui fut organisé des plus maladroitement par Sun Yat San avant qu'il ne se réfugie

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

## Consternant

Une fois de plus, le dernier livre de Ziegler me consterne... Par ce qu'il révèle, par tout ce qu'inlassablement il redit, qui était souvent déjà connu, c'est vrai, mais qu'on a tendance à oublier, devant l'avalanche, devant le très riche menu de nouvelles plus ou moins catastrophiques qu'on nous sert — on se croirait à un dîner de gala!

(Il m'arrive de penser que le menu est mieux ordonné qu'il n'y paraît! Par exemple: n'y aurait-il pas une corrélation entre les jeunes drogués de Zurich et de Berne, et les foules en délire qui s'écrasent autour de la tombe de Khomeiny? D'un côté, ceux qui ne trouvent aucun sens à la vie, à qui on n'offre rien, sinon le confort, l'aisance, le profit — et une religion qui malheureusement semble ne plus parler à un nombre croissant — et de l'autre, un «dément», mais qui offre du moins une raison de vivre et de mourir — démentielle sans doute, mais une raison...)

Au fait, le livre de Ziegler n'est pas tellement un livre qu'un recueil d'articles, parus dans des revues souvent peu accessibles. Au hasard, je relève ceci (aïe! aïe! aïe! mes petites dames ne vont pas être contentes du tout. Et ces Messieurs non plus!): «Depuis treize ans, depuis la libération de Saïgon et la réunification de la nation, des enfants par dizaines

au Japon. Chacun de ces événements présente à la fois des aspects comiques et d'autres effroyables. Mes interlocuteurs et leurs semblables ne cherchent-ils pas par désespoir à entrer dans cette cohorte des héros? En tout cas ce soir, ils me semblent plus proches des révolutionnaires russes d'avant le bolchévisme que des soixante-huitards.

Je leur annonce la suite de mon voyage à l'intérieur de la province vers Shaoxing et Ningbo. Là, me prédisent-ils, tout sera calme, je ne trouverai pas de gens qui parlent anglais ni de contestataires. Vous apprendrez dans le récit suivant qu'ils se trompent.

Marx Lévy

Le prochain et dernier article de cette série paraîtra dans deux semaines.

naissent sans bras, sans jambes, un œil au milieu du front. Les Américains ont défolié, dioxiné le tiers des surfaces habitées du Vietnam» (p. 26). On me dira que les Soviétiques en ont fait autant en Afghanistan: curieux, ça ne me console pas du tout...

Ceci encore: «Depuis treize ans, les gouvernements successifs des Etats-Unis organisent le boycottage économique, financier, politique du Vietnam et l'imposent à leurs alliés. La Suisse a même fermé son ambassade à Hanoï!» Un seul point «positif»: je m'explique mieux ce qui se passe dans l'ex-Indochine et la terrible déception que nous avons eue quand le Vietnam, à son tour, s'est montré envahisseur: «Toute l'histoire du conflit cambodgien démontre que le Vietnam est vraiment intervenu à contrecœur au Cambodge (...). Les Vietnamiens sont entrés à Phnom Penh pour mettre fin à un génocide...» (p. 31).

(Je me souviens toutefois que dès 1968-69, des socialistes vietnamiens, avec qui le Comité d'Aide au Vietnam collaborait, nous avaient dit que pour eux, et quelle que fût l'issue de la guerre en cours, la partie était terminée — à lire Ziegler, il semblerait que la réalité ait été moins épouvantable qu'on ne pouvait le craindre...) ■

# DOMAINE PUBLIC — INDEX 950 — 959

Trentième livraison de l'index des textes parus dans ces colonnes  
DP 950 (11.05.89) à DP 959 (03.08.89)

<b>1. Affaires fédérales</b>					
950	La balance faussée	AG	955	Chronique nucléaire	jd
950	Un coûteux blocage	ag	956	A propos du décompte individuel de chauffage	gk
951	Politique de la science: Lentes évolutions	rl	<b>6. Aménagement du territoire</b>		
952	A propos des petits paysans: Pavé de bonne intention	ag	957	L'espace irrationnel	AG
	Tout doucement	pi	<b>7. Transports</b>		
952	Une réforme perverse	WL	950	AST: 10'000 membres par an	jpb
953	Les lenteurs de la révision	pi	951	La paix des Alpes	PI
953	Asile: Le plan genevois	jd	955	Les joies du régional	jl
953	Immobilier: Le Conseil fédéral s'en va-t-en guerre	yj/ag	956	JU: Information et propagande	pi
954	Restaurer le droit d'asile (Numéro spécial)		957	Le prix du réseau	jl
	Suisse sans armée: Le cœur et la raison	jd	957	Une question de volonté	pi
955	Suisse sans armée: L'avis des lecteurs	*	<b>8. Politique sociale</b>		
955	De la consultation	ag	951	La course au joint	pi
956	Du sucre amer	pi	957	Drogue: Les conséquences d'un échec	pi
957	Droit d'auteur maudit	yj	957	AVS: Le puits qui fond	jd
958	Confidentiel, à diffuser svp	jd	<b>10. Consommation</b>		
958	Transparence politique: Et les candidats...	jd	953	Un coup de fil si facile... surtout dans les tunnels	pi
958	Politique agricole: Ça a eu marché, mais ça marche plus	yj	<b>11. Logement</b>		
959	Vacance politique	JD	951	Registre foncier: Conseil fédéral peu transparent	pbi
<b>2. Cantons</b>			951	Spéculation alternative	cfp
950	ZH: La motion du citoyen	cfp	958	La taxe à la bougeotte	pi
951	GE: Qui est le patron des fonctionnaires?	jd	<b>13. Médias</b>		
952	Soixante-cinq «syndiques»	cfp	950	Le poids des journaux	cfp
953	VS: Une pollution peut en cacher une autre	jd	951	Le «Quotidiano»: Les limites de la liberté	*
953	VD: L'abus de l'intérêt général	ag	951	Un journal étonnant	cfp
955	Le salaire des chefs	pi	956	Mais où est donc passé le micro?	pi
956	Les faiblesses du fédéralisme	JD	956	L'exception zurichoise	pi/cfp
956	Ouchy: Un coup au village	ag	956	Zapper en Italie	cfp
957	Constitution BE: Calendrier respecté	cfp	958	L'honneur perdu	DP
959	Inquisition en terre vaudoise	pi	<b>15. Le carnet de Jeanlouis Cornuz</b>		
<b>3. Economie</b>			950	Des ponts sur l'Inn	
950	Puisque de toute façon	ag	951	Le monopole de la bêtise	
950	La morale des affaires	yj	952	Un livre formidable	
951	Les banques haussent le taux	ag	953	Rousseau socialiste?	
952	Nestlé sur la défensive	YJ	955	Schopenhauer et Hegel	
952	Le verrou	red	956	Voyage en Hongrie	
955	La BCV aime les jeunes	pi	957	Manque d'enthousiasme	
955	Et les travailleurs	*	959	Terreur estivale	
959	N'est pas raider qui veut	yj	<b>16. L'invité de DP</b>		
<b>4. Environnement</b>			952	Paysans sous influence	lr
950	Choisir les bonnes mesures	jd	953	Des paroles aux actes	mc
950	Le commerce des émissions polluantes	pi	955	Ils ont osé	pb
955	Réflexions radicales	jd	956	Dis, l'Europe c'est loin?	jpg
957	Pour ne plus oublier la beauté d'un paysage	jd	<b>17. Culture</b>		
957	Protection des eaux: Faux calcul	jd	951	Un cauchemar helvétique	jls
<b>5. Energie</b>			952	Savoir admirer	bd
950	Insectes et radiations: Au boulot	jd	955	L'inégalité devant la formation	JG
951	La climatisation en question	gk	955	Parents, artistes, enfants	bd
951	L'avenir de la «Gazette»	jd	956	Ecoles alternatives en Suisse	fg
955	La chasse aux pointes	jd	957	Mystères de la passion	bd
			957	L'attrait du privé	jl
			958	Lettre à un collègue	jls
			959	Gay, gay, marions-nous	fb
			959	La Suisse gaie	fb
			<b>18. Divers</b>		
			952	Le droit dans tous ses états	jd
			953	Droits de l'homme et francophonie	fb
			953	Etats mortels	cfp
			956	Fabrique de DP: Les comptes	
			956	Les leçons de l'histoire	cfp
			958	Initiatives des Alpes: La naissance d'une identité	cfp
			958	Chine: Du calme à l'orage	ml
			958	La chaleur de la Bastille	ig
			959	Chine: Dans l'œil du cyclone sans le savoir	ml
			959	Devoir de vacances	red
			959	Quand les eaux n'étaient pas calmes	ag

## DP Domaine P Public

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley

Rédacteur: Pierre Imhof

Dans ce numéro et dans l'index, vous trouverez les signatures de:

Philippe Biéler (pbi)  
Jean-Pierre Bossy (jpb)  
François Brutsch (fb)  
Jeanlouis Cornuz (jc)  
Jean-Daniel Delley (jd)  
Benjamin Dolinger (bd)  
André Gavillet (ag)  
Jacques Guyaz (jg)  
Pierre Imhof (pi)  
Yvette Jaggi (yj)  
Georges Krebs (gk)  
Marx Lévy (ml)  
Wolf Linder (wl)  
Jacques Longchamp (jl)  
René Longet (rl)  
Charles-F. Pochon (cfp)  
Rédaction (red)  
Victor Ruffy (vr)  
Jean-Luc Seylaz (jls)

Les invités de DP:

Philippe Bois (pb)  
Mario Carera (mc)  
Jean-Pierre Ghelfi (jpg)  
Laurent Rebeaud (lr)

Les articles marqués d'un astérisque (\*) sont des réactions de lecteur; les signatures en majuscule indiquent un éditorial.

Abonnement: 65 francs pour une année

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1, case postale 2612,  
1002 Lausanne - CCP 10-15527-9

Tél 021 312 69 10 - Fax 021 312 80 40

Composition et maquette:

Liliane Berthoud, Pierre Imhof,  
Françoise Gavillet

Impression:

Imprimeries des Arts et Métiers SA

# Le socialisme romand aux origines

(ag) L'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier, qui s'efforce de conserver les documents du monde du travail et d'associer, dans la recherche historique, scientifiques et amateurs, a donné à son cinquième cahier l'envergure d'un livre<sup>1</sup>: sa manière, heureuse, de marquer le centenaire du Parti socialiste suisse.

Comment le socialisme a-t-il suscité dans les cantons romands un parti autonome?

## Les difficultés du décollage

Quand bien même la Suisse romande avait été étroitement liée à la Première Internationale (Congrès de Genève en 1866, de Lausanne l'année suivante), les relais à la fin du siècle, vinrent du Nord. Et même si la Seconde Internationale, reconstituée à Paris en 1889, relança à l'échelle de toute l'Europe occidentale le 1<sup>er</sup> Mai pour porter la revendication de la journée de 8 heures, et que ce premier 1<sup>er</sup> Mai fut l'occasion de la création du parti socialiste vaudois (29 mai 1890), le Parti socialiste suisse, à ses débuts, demeura essentiellement alémanique. Marc Vuilleumier analyse avec pertinence les causes de ce «retard» romand: l'industrialisation est moins poussée; les contacts avec le socialisme étranger

moins étroits, alors que les socialistes allemands, réfugiés en Suisse, à Zurich notamment, après les lois d'exception imposées par Bismarck dès 1878, nouent des relations étroites avec les socialistes suisses.

Deux causes méritent une attention particulière. Le caractère du parti radical romand, d'abord. Il a su garder des liens avec l'artisanat, la petite bourgeoisie; il joue sur son opposition aux «noirs», au patriciat de Genève et de Neuchâtel alors qu'en Suisse allemande, il a franchement basculé aux côtés du patronat de la grande industrie. Favon, Ruffy, Ruchonnet symbolisent une politique de centre-gauche.

Enfin, le premier programme socialiste, celui de Steck, revendiquait une abolition des différences cantonales. De quoi faire hésiter plus d'un Romand! Aloys Fauquez, sincère et opportuniste, répercuta d'emblée cette méfiance.

## L'alternatif

Ce qui frappe quand on observe les premières revendications ou que l'on dépouille la presse, comme l'a fait Claude Cantini pour le Grütli, c'est la volonté de ne pas tout attendre de l'Etat, mais de créer ses propres organisations: boulangerie sociale, boucherie sociale, coopératives, presse indépendante<sup>2</sup>, etc. Beau-

coup d'échecs, mais que de courage! De même dans la constitution des premières caisses de secours des syndicats ouvriers. Jean-Claude Pignet évoque, dans une belle page, la manifestation qui de Sainte-Croix va protester contre le refus des patrons de l'Auberson de signer une convention salariale.

«Près de cinq cents personnes se retrouvent à 1 heure devant le Cercle démocratique de Sainte-Croix pour se rendre dans le village récalcitrant, distant de quatre kilomètres. Un "imposant cortège ouvrier" s'ébranle, franchit le col des Etroits et débouche sur le Plateau des Granges. Se détachant sur les champs couverts de neige, on voit s'avancer une longue masse sombre et déterminée.»

Cette marche aboutira à un succès provisoire. Mais au recensement de l'histoire, que de protestations vaines et d'humiliations. Chippis, 1700 ouvriers de l'usine d'aluminium en grève en 1917. Tous les composants de l'injustice sociale sont réunis: travail épuisant, salaires misérables, bénéfices de l'entreprise insolents. L'armée réquisitionne des hommes pour remplacer les grévistes. Après quinze jours, les grévistes doivent capituler.

Dans ce microcosme des cantons romands est vécue, souvent dans le déchirement idéologique et l'affrontement, cette double revendication: celle d'une intégration meilleure, d'une reconnaissance par la société du rôle des travailleurs, mais aussi en réaction le refus des valeurs bourgeoises. Mieux ou autrement, c'est bien là l'histoire difficile du socialisme. ■

## Au dossier de la collégialité

En avril 1888, le Conseil fédéral expulsa les responsables du journal des socialistes allemands, *Sozialdemokrat*, imprimé à Zurich, dont Bernstein.

«Le dimanche 22 avril, des meetings et cortèges se déroulèrent à Zurich et à Berne, où les manifestants allèrent acclamer Louis Ruchonnet qui, au Conseil fédéral, s'était opposé à l'expulsion, l'avait fait mentionner au procès-verbal de la séance et l'avait fait savoir à la presse» (op. cit. p. 21)

## Fête manquée

Alors que le centenaire de la Tour Eiffel, sans parler, bien entendu, du bicentenaire, a donné lieu aux fêtes que l'on sait, la création de la Seconde Internationale, qui se constitua à Paris en juillet 89, fut passée sous silence. Les socialistes français avaient à préparer le défilé militaire et celui de Jean-Paul Goude! Il y avait pourtant, en 1889, salle Pétrelle, rue Rochechouart, des socialistes célèbres: les trois gendres de Marx; Paul Lafargue, Charles Longuet, Avelling; mais aussi Bebel, Liebknecht, Bernstein; Lavrov, Plekhanov; Vaillant, Guesde

<sup>1</sup> *Les origines du socialisme en Suisse romande. 1880-1920.* Cahier n° 5 de l'Association pour l'étude de l'histoire du mouvement ouvrier. Textes de Claude Cantini, Alain Clavier, François Kohler, Alain Meyer, Marc Perrenoud, Jean-Claude Pignet, Charles-F. Pochon, Brigitte Studer, Marc Vuilleumier. Avant-propos de Michel Busch. Distributeur: Editions d'en Bas.

<sup>2</sup> Voir l'utile recensement, dressé par Claude Cantini, de la presse ouvrière et socialiste en Suisse romande. J'ai regretté de ne pas y trouver cité *L'Exploitée* (1907-1908) rédigé par Marguerite Faas, réédité opportunément en 1977 par les Editions Noir. Ce mensuel «paraissant le premier dimanche de chaque mois» est historiquement un des plus émouvants que je connaisse.